



ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL DE LA SUPERVISION ET INTEGRATION DU SECTEUR FINANCIER DANS LA ZMAO

I. INTRODUCTION

l'Autorité des Chefs d'État et de Gouvernement de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), conformément à la Déclaration de Banjul du 6 mai 2005 a reporté le démarrage de l'union monétaire de la ZMAO au 1er décembre 2009. Ce report est dû au non respect par les pays membres des critères de convergence.

l'Autorité a approuvé un programme qui permettra de faciliter la création de l'union monétaire incluant la restructuration de l'IMAO. Le renforcement de la supervision et l'intégration du secteur financier font partis des objectifs phares du nouveau programme de la ZMAO.

II. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL DE LA SUPERVISION

Le Convergence de la ZMAO qui s'est tenue en avril 2002 à Freetown a décidé de mettre en place un organe de supervision régional connu sous le nom de l'ASFAO (l'Autorité de Supervision de l'Afrique de l'Ouest)

Il est prévu que l'ASFAO soit localisée au Nigeria

Elle opérera de façon indépendante en collaboration avec la BCAO.

Elle sera dirigée par un Conseil d'Administration issus des pays membres

II. ARRANGEMENT INSTITUTIONNEL DE LA SUPERVISION (suite)

Elle sera financée à partir des ressources indépendantes

Son capital initial sera apporté par les Banques Centrales des pays membres

les frais de supervision seront repartis entre les banques en fonction de leurs actifs

III. INTEGRATION DU SECTEUR FINANCIER

l'intégration du secteur Financier est très faible.

Les obstacles sont mis en cause sont:

le cadre légal n'est pas harmonisé,

le système de télécommunication est faible,

les réseaux de correspondance bancaire ne sont pas développés,

presque tous les pays (sauf la Gambie) font des restrictions sur la libre circulation des capitaux,

**le système des paiements n'est pas développé
les efforts pour l'atteinte de**

la conformité avec tous les BCPs sont lents.

III. INTEGRATION DU SECTEUR FINANCIER (suite)

L'objectif de l'intégration financière dans la ZMAO est de réaliser la base d'un environnement favorable à la mise en œuvre d'une politique monétaire unique et robuste par la future BCAO quand elle sera opérationnelle

Un secteur financier intégré est un environnement dans lequel les obstacles à la libre circulation des flux financiers sont éliminés.

III. INTEGRATION DU SECTEUR FINANCIER **(suite)**

Les principales composantes pour assurer l'intégration financière dans la ZMAO sont entre autres :

Le développement et l'harmonisation du système des paiements,

L'harmonisation de la réglementation bancaire et de la supervision ;

La libéralisation du compte capital dans les autres pays qui ne l'ont pas encore fait ;

La cotation et le change des monnaies dans la ZMAO

La cotation transfrontalière des titres entre les marchés financiers

Le développement et l'harmonisation du système des paiements

La composante minimum du système de paiements à mettre en place dans tous les 5 pays avant le lancement de la monnaie commune est le système RTGS.

le Ghana a déjà un RTGS fonctionnel et le Nigeria est sur le point de rendre opérationnel le leur,

un programme a été élaboré pour que les trois autres pays, la Gambie, la Guinée et la Sierra Leone, en disposent avant la monnaie commune. La mise en œuvre de cette composante a été confiée à la Gambie.

Le développement et l'harmonisation du système des paiements (suite)

- 1. La mise en réseau des distributeurs automatiques des billets et les points de vente (le Nigeria);**
- 2. Une chambre de compensation automatique des paiements en gros; (avec la Sierra Leone)**
- 3. Une standardisation des instruments de paiements (la Guinée) ;**
- 4. Harmonisation de la réglementation (le Ghana)**
- 5. Le développement d'un système de compensation électronique des titres avec une centrale de dépôt des titres (le Nigeria)**
- 6. Et un système de télécommunication pour relier la BCAO avec ses agences dans les pays membres**

L'harmonisation de la réglementation bancaire et de la supervision

l'IMAO étudie les stratégies à mettre en œuvre pour emmener les institutions de supervision de la ZMAO vers les meilleures pratiques internationales.

Un premier rapport d'étude intitulé « vers une supervision bancaire commune au sein de la ZMAO » a été préparé en 2003 examine entre autres, la structure de l'autorité de supervision dans la ZMAO, les actions à mettre en œuvre pour atteindre la conformité totale avec les BCPs ainsi que les défis institutionnels conduisant à la mise en place de l'ASFAO

L'harmonisation de la réglementation bancaire et de la supervision (suite)

une seconde phase d'évaluation des BCPs dans les pays membres en 2004 dont l'objet est de faire ressortir le progrès enregistré par rapport au respect des critères essentiels des BCP .

Ce rapport fournit aussi une feuille de route pour la conformité aux BCP et l'harmonisation des cadres de réglementation et de supervision dans les Etats de la ZMAO

La libéralisation du compte capital

Tous les pays (sauf le Nigeria) ont accédé aux obligations de convertibilité du compte courant de l'Article VIII des Statuts du FMI. Ils ont par ailleurs tous adopté un régime de change basé sur le jeu de l'offre et de la demande.

le Programme de travail accepté par le conseil de Convergence de Mai 2005 à Banjul, il a été indiqué que tous les pays de la ZMAO doivent assurer la libéralisation du compte capital avant la fin de Décembre 2007.

La cotation et le change des monnaies dans la ZMAO

la cotation et le change des monnaies comme activités devant être immédiatement accomplies avant décembre 2006.

l'IMAO a préparé un document de travail intitulé « la cotation et le change des monnaies de la ZMAO » qui a été discuté avec un groupe d'experts venant des banques centrales et des banques commerciales des pays membres proposant les alternatives pour assurer la convertibilité des monnaies des Etats membres de la Zone. A l'issue des débats des recommandations seront soumises à l'approbation du Conseil de Convergence

La cotation et le change des monnaies dans la ZMAO (suite)

Avec la mise en place de la cotation et le change des monnaies de la ZMAO, l'IMAO va revoir le fondement des autres composantes du package qui doivent accompagner son application à savoir :

l'unité de compte,

le mécanisme de taux de change

et le fonds de stabilisation et de coopération

pour les adapter à l'objectif de renforcement des échanges intra régionaux

La cotation transfrontalière des titres entre les marchés financiers

la mise en commun des ressources de petits marchés financiers pourrait renforcer leur capacité à mobiliser les capitaux locaux et internationaux pour assurer le développement de nos pays. Une alliance stratégique entre les bourses nationales pourrait réduire considérablement le coût des investissements transfrontaliers

l'IMAO a sollicité auprès de USTDA, qui est un organisme de financement américain, l'obtention du financement d'une étude portant sur la cotation transfrontalière entre les pays de la ZMAO

III. CONCLUSION

Un secteur financier intégré est un environnement dans lequel les participants dans les marchés font face aux mêmes principes et règles.

Pour ce faire, les autorités et les systèmes financiers de la ZMAO doivent mener des actions soutenues pour non seulement développer les institutions financières mais aussi harmoniser les structures et les règles qui régissent leur fonctionnement.